



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

MACRON ET TOUTE TA BANDE C'EST AU CHÔMAGE QU'IL FAUT S'ATTAQUER ET PAS AUX CHÔMEURS !

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 11 MARS 2021

Covid oblige, le gouvernement avait renoncé à appliquer la réduction des allocations chômage prévue au 1er avril 2020. Mais Elisabeth Borne, la ministre du Travail, a annoncé que la réforme de l'assurance-chômage entrera en vigueur dès le 1er juillet. Pas la partie qui pénaliserait un peu les patrons abusant du travail précaire, repoussée à 2022. Mais celle qui organise la baisse du montant des allocations : une nécessité et même une priorité, d'après ce gouvernement à la solde des riches.

LA GUERRE AUX PRÉCAIRES

Selon le ministère du travail, 840 000 personnes (38 % des allocataires) devraient connaître une baisse de leurs allocations chômage, de 20 % en moyenne. Mais cela pourrait aller jusqu'à une division par deux pour certains. Pour une personne ayant eu deux CDD de trois mois payés au SMIC sur les 24 derniers mois, les allocations passeraient de 975 euros à 659 euros, comme si on pouvait vivre avec ça.

Le salaire journalier de référence – utilisé pour calculer le montant des allocations – prendra en compte même les périodes d'inactivité, alors que depuis 40 ans, seules les périodes salariées étaient prises en compte. Les demandeurs d'emploi alternant contrats courts et inactivité – comme cela se pratique dans le secteur automobile – seront les premiers pénalisés.

LES RESPONSABLES DU CHÔMAGE, CE SONT LES PATRONS !

Le gouvernement prétend que cette réforme servira à lutter contre les chômeurs qui « profitent » du chômage. Comme si c'était un choix d'être au chômage. Pourtant, selon l'INSEE, 320 000 emplois ont été détruits en 2020, rien que dans le secteur privé. Avec Renault, PSA-Stellantis, Michelin, Nokia, Airbus, Sanofi, Total, ADP... la liste des grandes entreprises qui licencient ou détruisent des emplois ne cesse de s'allonger. Et dans les mois qui viennent, le nombre de chômeurs devrait exploser avec la fin des dispositifs de chômage partiel.

S'EN PRENDRE AUX CHÔMEURS... POUR S'ATTAQUER A TOUS LES SALARIÉS

Si le gouvernement voulait combattre la précarité, il s'en prendrait à ceux qui utilisent les subventions publiques pour moderniser leurs installations et licencier. À ceux qui embauchent en CDD à répétition, ou en intérim, au lieu de créer les emplois fixes nécessaires.

Cette réforme devrait rapporter aux caisses moins d'1,3 milliard d'euros par an. Une goutte d'eau comparée aux 17,4 milliards de déficit de l'Unédic en 2020 du fait du financement du chômage partiel. Et au total, fin juillet 2020, des 470 milliards mobilisés pour venir en aide aux patrons, auxquels s'est ajouté un plan de relance de 100 milliards en septembre.

Mais en s'en prenant aux chômeurs, qui seront poussés à accepter des contrats à n'importe quel prix, même mal payés, même avec des conditions de travail déplorables, le gouvernement fait pression à la

baisse sur les salaires et les conditions de travail de l'ensemble des travailleurs, précaires ou pas.

POUR NE PAS CREVER, ORGANISER LA RIPOSTE

Pour ne pas sombrer dans la misère, c'est au chômage qu'il va falloir s'attaquer, pas aux chômeurs. Pour ça, nous ne pourrions compter que sur nos propres forces et notre détermination.

Il y a urgence à engager le combat contre toutes les destructions d'emplois, y compris celles des travailleurs précaires trop souvent ignorées. Il faut imposer l'interdiction des licenciements.

Et s'il y a moins de travail à réaliser ? Plutôt que de priver d'emploi plusieurs millions de personnes, il est temps d'imposer la répartition de tout le travail utile à la société entre toutes et tous, par une réduction massive du temps de travail hebdomadaire, sans réduction de salaire.

Mais pour y parvenir, il va falloir construire le rapport de forces indispensable pour briser la résistance des patrons et du gouvernement, en s'attelant à la construction d'un mouvement d'ensemble.



ÉQUIPEMENTIERS ET SOUS-TRAITANTS LA COLÈRE À LA SAM ET CHEZ BOSCH

Depuis cette semaine, les entrées de l'usine Bosch de Rodez, qui fournit à Renault et Peugeot des injecteurs, sont bloquées par les salarié.e.s à qui la direction vient d'annoncer la suppression de 750 emplois sur 1250.

Depuis mardi, ce sont aussi les livraisons de la SAM de Decazeville vers Renault qui sont bloquées par les salarié.e.s. La fonderie aluminium dont Renault est quasiment l'unique client est en redressement judiciaire depuis 2019, et le repreneur supprimerait 214 emplois sur 365.

Devant un tel désastre, les salarié.e.s n'ont que faire d'être inondés de larmes de crocodile et baladés de table ronde en table ronde. Rien à attendre de ce cirque.

D'un autre côté, contre les suppressions d'emplois, les bagarres chacun dans son coin, même déterminées, ont peu de chances d'aboutir. Il faudrait arriver à fédérer toutes les luttes en cours sur cette question en un mouvement d'ensemble à l'échelle du pays. Visiblement les directions syndicales nationales, dont ce serait le rôle, n'ont toujours rien à proposer en ce sens.

8 MARS : POUR LES DROITS DES FEMMES DES PROGRÈS QUI RESTENT À IMPOSER

« *Grève des femmes* » pour le 8 mars 2021 : le mot d'ordre lancé par un collectif d'organisations syndicales et associatives avait pour but de mettre en lumière la place des femmes dans nos sociétés.

Premières de corvée en temps de confinement dans les secteurs dits « essentiels » - éducation, santé, soins à domicile, nettoyage, commerce - elles supportent toujours en même temps l'essentiel du travail à la maison.

Plus souvent que les hommes reléguées dans les emplois peu reconnus, précarisés, sous payés, à temps partiel imposé. D'où l'idée d'une grève - « *si les femmes s'arrêtent, tout s'arrête* » - pour faire valoir leurs revendications : égalité au travail et dans la vie sociale, partage des tâches, et dignité, stop au sexisme et aux violences.

Lundi dernier, dans le monde entier, des centaines de milliers de femmes - et d'hommes - ont manifesté ensemble pour les droits des femmes. Car rien ne se gagne sans mobilisation et rapport de forces : on l'a bien vu ces dernières années sur la question du viol et des violences faites aux femmes.

BIRMANIE-MYANMAR VIVE LA RÉSISTANCE AU COUP D'ÉTAT

Les images de la répression du mouvement de contestation suscité par le coup d'Etat de février ont fait le tour du monde. La détermination de toute une population qui défie les militaires force le respect.

Avec la jeunesse au premier rang, le mouvement de désobéissance civile et la participation active au mouvement de couches importantes de salarié.e.s en grève a conduit à une paralysie partielle de l'économie du pays. C'est bien la seule force

susceptible de gagner un pas vers une démocratie qui ne soit pas un simple retour à la situation précédente : une vitrine démocratique incarnée par Aung San Suu Kyi, mais en réalité un régime verrouillé par l'armée depuis les années 60. Une armée dont Aung San Suu Kyi s'est faite complice dans l'entreprise de nettoyage ethnique qui a fait fuir 700.000 Rohingyas dans les pays voisins.

Pour que les militaires ne noient pas dans un bain de sang la contestation de leur coup d'Etat comme ils l'ont déjà fait en 1988, il est urgent qu'un large mouvement de solidarité internationale se développe.

MACRON ET LE CLIMAT LA GRANDE COMÉDIE

En organisant son sommet « *One Planet* » à Paris en 2017, Macron s'était fait sacrer « Champion du climat ». L'imposture sera manifeste quand son ministre Nicolas Hulot jettera l'éponge un an plus tard.

Pour redorer son blason, Macron lance en 2019 la Convention Climat, avec 150 membres tiré.e.s au sort. Et là, il promet de reprendre sans filtre les propositions de cette Convention citoyenne. Promesse bafouée : c'était pour la galerie. Toutes les associations environnementales, à l'unisson avec les membres de la Convention Climat, dénoncent le manque d'ambition du projet de loi « *Climat et résilience* » qui arrive en discussion au Parlement.

Pour que riment progrès en matière de climat et justice sociale, il ne faut compter sur nos mobilisations.

CONTRE LA LOI SÉCURITÉ GLOBALE RELANÇONS LA MOBILISATION

Après son adoption à l'Assemblée le projet de loi « *Sécurité Globale* » arrive au Sénat la semaine prochaine. Malgré la colère qui s'est exprimée dans de très grosses manifestations depuis novembre 2020, malgré les alertes de la Défenseure des droits, celles de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH), ou encore de la commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, le gouvernement s'entête. Ce projet, avec celui « *Confortant les principes de la République* », et les décrets élargissant le fichage politique sont le symbole d'une évolution vers un état de police et de surveillance généralisée. Pour exiger le retrait pur et simple du projet, le NPA appelle à assurer le succès des mobilisations qui sont prévues entre le 13 et 20 mars.

MAIL POUR NOUS CONTACTER:

site national du NPA: www.npa2009.org
site NPA agglomération Rouen: www.npa76.org

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site « auto-critique » est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique